

## Les appels pour mettre fin au siège de Gaza s'amplifient parallèlement aux nouveaux cas de COVID

### Description

Par Maureen Clare Murphy, 8 septembre 2020



**Les autorités de Gaza ferment une route le 3 septembre à Deir al-Balah, au centre de Gaza, dans une tentative pour arrêter l'expansion de la COVID-19. (Ashraf Amra / APA images)**

Les agences internationales de développement qui travaillent en territoire palestinien occupé appellent Israël à mettre fin à toutes les mesures de punition collective contre la population civile de la Bande de Gaza.

L'Association des Agences Internationales de Développement avertissent que la crise humanitaire, profonde et prolongée, qui existe à Gaza menace maintenant de s'intensifier rapidement alors que le nombre de cas confirmés de coronavirus dans le territoire continue de grossir.

La capacité du système de soins de santé de Gaza est gravement réduite cause du blocus qu'Israël impose depuis plus de 13 ans.

Les habitants de Gaza ont subi de multiples offensives militaires israéliennes et l'utilisation étendue par Israël de tirs à balles réelles contre les manifestants causant des milliers de blessures catastrophiques.

Maintenant, les soignants font face à une nouvelle crise alors que les premiers cas de coronavirus hors des centres de quarantaine de Gaza ont été détectés à la fin du mois dernier. Mardi, il y avait près de 1.200 cas avérés de COVID-19 dans le territoire tout, soit, 30 mis à part, tant des infections transmises dans la population.

L'accroissement aigu des infections a fait se dresser le spectre du scénario cauchemardesque d'une épidémie qui dépasse les capacités de réaction du système de santé de Gaza, depuis longtemps au bord de l'effondrement, a déclaré lundi l'organisme de bienfaisance d'Aide Médicale aux Palestiniens.

Ignacio Casares Garcia, chef du Comité International de la Croix Rouge à Gaza, a prévenu que le système de santé de Gaza ne serait pas en capacité de prendre en charge plus de quelques dizaines de malades du coronavirus.

### Pas de plan pour le coronavirus

Malgré ses obligations juridiques internationales en tant que puissance occupante, Israël n'a publié aucun plan de réponse au coronavirus pour Gaza, ignorant les appels des associations des droits de l'homme qui demandent à ses organismes militaires de l'organiser.

Les défenseurs des droits de l'homme ont aussi demandé à Israël de lever les restrictions sur les déplacements hors de Gaza pour traitement médical. En mai, l'Autorité Palestinienne a mis fin à sa coordination entre les patients de Gaza et les autorités d'occupation israéliennes pour protester contre le projet israélien d'annexer le territoire de Cisjordanie.

Médecins pour les Droits de l'Homme-Israël a remis, entre mai et août, plus de 250 requêtes de ce genre pour le traitement de patients de Gaza.

L'association a dit qu'Israël avait restreint ses critères d'autorisation pour les patients de Gaza d'accéder à un traitement dans le pays ou de le traverser pour accéder à des soins de santé en Cisjordanie.

Israël n'a approuvé que la moitié des requêtes présentées, a dit aux médias l'association de défense des droits.

L'ONU a annoncé cette semaine que l'Organisation Mondiale de la Santé servirait de lien à la place de l'AP :

[#BREAKING](#): A temporary arrangement has been agreed to support [#Palestinian](#) patients and companions from [#Gaza](#) to access essential [#health](#) services outside the Strip. Thank you [@WHOoPt](#), [@jamiemcgoldric8](#) and [@UNSCO\\_MEPP](#) for your amazing work with all parties.

à Nickolay E. MLADENOV (@nmladenov) [September 7, 2020](#)

Ran Goldstein, directeur de Médecins pour les Droits de l'Homme-Israël, a dit que ce fonctionnement ne permettrait pas de satisfaire les besoins des patients de Gaza.

« Tous les jours, des centaines de patients ne sortent pas pour des soins médicaux parce qu'ils n'ont pas obtenu de permis, ou même une réponse aux demandes qu'ils ont soumises, et ratent par conséquent des traitements vitaux », a-t-il dit au quotidien *Haaretz* de Tel Aviv.

« Chaque patient devrait être autorisé à quitter Gaza pour ses traitements sans délai ni obstacles bureaucratiques », a ajouté Goldstein.

Cependant, les droits fondamentaux des Palestiniens, tels que le droit d'accéder à des traitements médicaux, continuent d'être traités comme objets de négociation plutôt que de protection, par des responsables de l'ONU comme Nickolay Mladenov, Commissaire du Secrétaire général pour la paix au Moyen Orient.

Cette approche a fait que contribuer à la longévité du blocus, pour les conséquences de laquelle Israël n'a eu que peu à payer. Quand les Palestiniens résistent vraiment, ils sont

condamnés par les mêmes responsables qui entretemps n'appellent pas à un arrêt immédiat du siège étouffant.

Les personnages de l'ONU chargés de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, plutôt que de faire avancer la moribonde solution à deux Etats, adoptent un ton différent.

### Expérience du désespoir humain

« Il n'y a pas au monde de situation comparable où une population consécutive ait enduré un tel blocus permanent », a déclaré la semaine dernière Michael Lynk, rapporteur spécial de l'ONU dans le territoire palestinien occupé.

« Nos standards internationaux de dignité et de moralité n'autorisent pas de telles expériences du désespoir humain », a ajouté Lynk.

Il a dit que, derrière « le lancement de roquettes et de ballons incendiaires » il y a l'appauvrissement de si longue durée de Gaza dû au blocus israélien de 13 années interminables.

Les remarques de Lynk sont arrivées après l'annonce le 31 août d'une trêve entre le Hamas et Israël qui empêchait une confrontation militaire à grande échelle à Gaza. Mais la trêve n'a apporté qu'un retour au sinistre statu quo dans le territoire où quelque chose dont le Comité National palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions a dit que cela ne suffisait pas pour la population de Gaza en souffrance depuis si longtemps.

I welcome the agreement to de-escalate tensions in and around #Gaza. Ending the launching of incendiary devices and projectiles, restoring electricity will allow #UN to focus on dealing with the #COVID19 crisis. All parties should return to the calm understandings. @MofaQatar\_EN

à Nickolay E. MLADENOV (@nmladenov) [August 31, 2020](#)

Dans le cadre de cette trêve, Israël a accepté de reprendre le transfert vers Gaza du fuel financé par le Qatar, qu'il avait arrêté à la mi-août après le lancement de ballons incendiaires et de roquettes depuis le territoire.

L'arrêt des transferts de fuel a obligé l'unique centrale électrique de Gaza à fermer, réduisant l'accès à l'électricité à quelques heures seulement par jour alors qu'on donnait l'ordre aux résidents de rester chez eux pour ralentir l'expansion de la COVID-19.

Gaza's electricity situation is back to "normal". That means up to 12 hours of power per day for the average Gazan without access to a generator.  
[pic.twitter.com/aA8ETPQgcU](https://pic.twitter.com/aA8ETPQgcU)

â?? ICRC in Israel & OT (@ICRC\_ilot) [September 5, 2020](#)

Lynk a dit que couper lâ??approvisionnement en fuel Â« fait encore empirer la crise humanitaire Â».

Le rapporteur spÃ©cial de lâ??ONU a appelÃ© IsraÃ«l Ã lever le blocus et Ã permettre la Â« totale rÃ©alisation des droits de lâ??homme Â» Gaza Â».

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

**date crÃ©Ã©e**

2020/09/16